



Mairie de Blaye

## DECISION N° D/2017/24

Relative à la demande de subvention auprès de l'Etat dans le cadre  
de la sécurisation des établissements scolaires - modification

Le Maire de BLAYE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2122-22 alinéa 26,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal de Blaye en date du 15 avril 2014 accordant délégation de pouvoir au Maire pour agir en son nom dans les domaines précisés à l'article L 2122-22 du code précité,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal de Blaye en date du 03 novembre 2015, portant modification de la délibération du 15 avril 2014,

**Vu** la décision D/2017/23 du 25 janvier 2017 reçue au contrôle de légalité le 25 janvier 2017,

**Considérant** qu'il y a lieu de rectifier la décision D/2017/23. La modification porte sur les montants des travaux et de la subvention sollicitée ;

### DECIDE

**Article 1er** : La subvention sollicitée auprès de l'Etat pour la sécurisation des bâtiments scolaires est de 24 855,83€ soit à hauteur de 80 % du montant des travaux H.T. qui s'élève à 31 069,79 € H.T.

**Article 2** : Les autres termes de la décision demeurent inchangés.

**Article 3** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**Article 4** : Monsieur le Maire de la ville de Blaye est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Sous – Préfet de Blaye.
- Aux intéressés.

et portée à l'ordre du jour de la prochaine réunion du conseil municipal.

Fait à BLAYE, le 26/01/2017.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 30/01/17  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20170102-46532-AU-1-1

Par délégation du Maire,  
Le 1er Adjoint(e),

Monsieur Francis RIMARK

